

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/15

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE HARVIE ANDRÉ,
MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS
ET SERVICES ET RECEVEUR GÉNÉRAL
DU CANADA,
DEVANT LA
CHAMBRE DE COMMERCE CANADA-BRÉSIL.

SAO PAULO, BRÉSIL
LE 19 MARS 1985

Merci

Mon épouse, Joan, et moi-même sommes venus au Brésil à titre de représentants officiels du gouvernement canadien à l'occasion de l'investiture de votre nouveau président, M. Tancredo Neves.

C'est la première fois que nous visitons le Brésil, et nous avons pu découvrir des choses très intéressantes cette semaine. Je dois vous avouer que nous aurions aimé prolonger notre séjour dans ce pays. Vous conviendrez qu'il est difficile de connaître un pays dont la superficie est comparable à celle du Canada en visitant seulement trois de ses villes.

C'est comme si vous veniez au Canada et visitiez seulement Toronto, Montréal et Ottawa. Vous manqueriez l'une des plus belles régions du pays, ma ville natale, Calgary, et les montagnes Rocheuses.

Maintenant que nous connaissons le Brésil, je suis convaincu que nous y reviendrons pour visiter certains endroits où nous n'avons pu nous rendre faute de temps.

En ma qualité de député et de ministre d'un gouvernement démocratique, j'avoue que je suis heureux d'assister au retour d'un système de gouvernement démocratique plus ouvert au Brésil.

Je transmets à M. Neves et à sa nouvelle équipe tous les meilleurs voeux de succès du Premier ministre Mulroney et de tous les Canadiens.

Le gouvernement progressiste-conservateur que je représente a été élu il y a moins d'un an au Canada, après avoir été écarté du pouvoir pendant près de vingt ans.

Je comprends donc quelques-unes des difficultés auxquelles se heurtera M. Neves, ainsi que les occasions qu'il aura de favoriser l'avènement d'une ère nouvelle au Brésil.

Il semble que ce soit la semaine des nouveaux présidents au Brésil. En effet, j'ai appris que les membres de la Chambre de commerce viennent d'élire un nouveau conseil d'administration et un nouveau président. J'aimerais transmettre mes meilleurs voeux à Gary German et l'encourager à établir des relations sociales et professionnelles plus étroites entre les gens d'affaires brésiliens et canadiens, ici et au Canada.

On m'a confié que la Chambre avait des bureaux à Toronto et à Sao Paulo, et que le gouvernement brésilien avait remis l'ordre de Rio Branco à son directeur de Toronto en 1984. Ce sont des organisations comme la vôtre qui font tant pour multiplier les échanges, les investissements et les transferts de techniques.

Ces objectifs favorisent le développement économique de nos deux pays. Qui plus est, ils facilitent, selon moi, la compréhension et l'acceptation de nos différences et de nos similitudes.

Mon gouvernement compte beaucoup sur l'entreprise privée et les organisations bénévoles pour favoriser la relance économique, créer des emplois et résoudre les problèmes sociaux et économiques. Les organisations privées sans but lucratif, comme la vôtre, peuvent accomplir tant de choses qui sont irréalisables dans l'atmosphère formaliste des relations officielles entre gouvernements.

Je crois que je suis le premier des ministres du nouveau gouvernement canadien à visiter Sao Paulo. Cette ville représente le miracle économique brésilien de l'après-guerre et est la clé de votre vigueur industrielle.

Après cette réunion ici, mon épouse et moi-même survolerons la ville en hélicoptère. C'est, m'a-t-on dit, la seule façon d'avoir une vue d'ensemble de cet immense centre industriel.

L'intensification du commerce international est l'un des grands objectifs du nouveau gouvernement canadien. Mon Premier ministre, M. Brian Mulroney, s'est rendu à New York peu après l'élection de septembre dernier et a déclaré en des termes on ne peut plus clairs que le Canada se relançait en affaires.

Je suis ici pour vous transmettre le même message. Le Canada est prêt à accueillir vos investissements. Et je sais que les Canadiens veulent devenir plus actifs au Brésil.

La valeur des échanges bilatéraux Canada-Brésil s'est chiffrée à près de 1,5 milliard de dollars canadiens l'an dernier. Il s'agit d'une hausse de plus de 30 % comparativement à 1983, ce qui fait du Brésil le plus important partenaire commercial du Canada en Amérique du Sud.

En fait, j'ai découvert avec surprise que le Brésil est un marché plus important pour les exportateurs canadiens que la France ou que l'Australie et la Nouvelle-Zélande mises ensemble.

Vous achetez de nombreux produits provenant de l'Ouest du Canada comme le blé, la potasse, le charbon et le soufre. Vous achetez également au Canada des produits manufacturés sophistiqués comme des satellites, des moteurs d'aéronefs, des composants d'ordinateurs et du matériel de télécommunications. Ces produits sont fabriqués dans toutes les régions du pays.

Quant au Brésil, il fait mieux que jamais sur le marché canadien. Ses exportations au Canada ont augmenté de 34 %, pour atteindre le chiffre record de 670 millions de dollars. Elles sont composées d'un vaste éventail de produits... quelque chose comme 600 articles différents, comprenant des produits entièrement ouvrés.

Voilà le genre de relations commerciales bilatérales qui portent fruit: des contributions presque égales de deux partenaires, constituées de produits de base et de produits valorisés.

Bien entendu, nos deux pays peuvent tous deux faire mieux. Les exportations brésiliennes au Canada ne représentent qu'un faible pourcentage de nos importations, et je suis convaincu que la situation est la même de votre côté.

Votre président m'a confié que l'un des objectifs de la Chambre est de faire passer les exportations, tout comme les importations annuelles du Brésil, à 1 milliard de dollars d'ici 1986. De la façon dont vous êtes partis, il y a de fortes chances que vous atteigniez et même dépassiez cet objectif.

Comme je l'ai dit plus tôt, le gouvernement canadien est déterminé à accroître le libre-échange dans le monde entier. Vous pouvez être assurés que nous ne dresserons pas d'obstacles à des relations libres-échangistes. Et nous devrions, espérons-le, supprimer, dans la mesure du possible, quelques-uns des obstacles qui existent actuellement au Canada.

Nous sommes également résolus à déployer des efforts de commercialisation plus dynamiques sur les marchés étrangers. En tant que gouvernement, nous allons collaborer avec le secteur privé pour promouvoir les biens et les services canadiens.

Après tout, nous fabriquons d'excellents produits et nous possédons des compétences reconnues dans de nombreux domaines, surtout les transports et les télécommunications.

Comme vous souhaitez vous aussi exporter de façon plus dynamique les biens et services brésiliens, nous aimerions vous accueillir en plus grand nombre au Canada et vous aider à trouver de nouveaux débouchés dans les secteurs où vous êtes compétitifs.

Naturellement, pendant que vous serez là, nous vous aiderons à vous faire une meilleure idée de ce que le Canada peut vous offrir. C'est la seule façon dont nous pouvons resserrer des liens commerciaux mutuellement avantageux.

Le commerce n'est qu'un des aspects des relations économiques entre nos deux pays. Les investissements sont tout aussi importants.

Selon les plus récentes statistiques publiées, le Canada se classait au sixième rang des pays qui investissent au Brésil. D'après la Banque centrale brésilienne, les investissements et réinvestissements de capitaux publics étaient évalués à près de un milliard de dollars. Ce n'est pas la valeur commerciale approximative fondée sur les avoirs contrôlés, qui serait de beaucoup supérieure.

Selon des statistiques canadiennes, le Brésil vient au quatrième rang, après les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, comme pays d'accueil des investissements canadiens.

Comme nous le savons au Canada, les apports de capitaux jouent un rôle majeur dans une économie en développement. Ils sont le moteur de la croissance, puisqu'ils permettent de créer des emplois et d'obtenir les techniques nécessaires pour générer des revenus.

Lorsque je considère le nombre de sociétés canadiennes qui ont investi des sommes considérables au Brésil, par exemple Alcan, Brascan, Moore Corporation, Noranda, Massey-Ferguson, Bata, Seagrams et les grandes banques canadiennes, je suis impressionné par l'énormité de leur participation à la vie économique du Brésil.

On m'a dit qu'un nombre grandissant de petites entreprises canadiennes envisagent d'ouvrir des bureaux au Brésil. Dans ce domaine, les possibilités de coentreprises, de contrats de licence et de transferts de technologies, etc. sont presque illimitées.

À cet égard, je note avec satisfaction que la Convention de double imposition Canada-Brésil a été signée et doit être ratifiée par le Congrès et le Parlement. Je sais que votre Chambre milite depuis plusieurs années en faveur de cette convention parce qu'elle facilitera les courants d'investissements entre nos deux pays.

Comme j'aurai quelques minutes pour répondre à vos questions, je n'entrerai pas dans le détail de nos autres relations bilatérales. Toutefois, je tiens à préciser que le gouvernement brésilien a mis sur pied diverses commissions de travail bilatérales sur des questions économiques, politiques, agricoles, scientifiques et technologiques entre autres, toutes chargées d'améliorer la coopération et la coordination entre nos deux pays.

En outre, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) vient tout juste de terminer son premier programme quinquennal de coopération et d'aide au développement. Je crois savoir que l'ACDI est sur le point de se lancer dans un nouveau programme de 23 millions de dollars, qui met l'accent sur la coopération technique dans les domaines des télécommunications, de l'agriculture et des sciences.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, le nouveau président du Brésil est à la tête d'un gouvernement aux prises avec de graves problèmes, mais auquel s'offrent des possibilités uniques. Comme le Canada fait face à bon nombre des mêmes problèmes et possibilités, il y a certainement moyen que nos deux nations travaillent ensemble.

Notre principal objectif est la réduction des taux élevés de chômage et de sous-emploi que connaissent nos deux pays. L'un des moyens d'y arriver consiste à mettre au point de nouveaux produits et de nouvelles techniques afin d'accroître notre compétitivité sur le marché commercial international.

Évidemment, cet objectif en amène un autre, celui de l'éducation et de la formation de nos jeunes et, dans une certaine mesure, le recyclage d'une grande proportion de la main-d'oeuvre, de manière à pouvoir augmenter notre productivité et nous adapter à des besoins technologiques changeants.

Nous ne pouvons satisfaire ces besoins avec des dettes publiques qui montent en flèche et qui nous obligent à consacrer de précieuses ressources au service de la dette plutôt qu'à des investissements productifs et créateurs

d'emplois. C'est pourquoi la réduction du déficit annuel du Canada est l'une des principales priorités de mon gouvernement.

Il ne fait aucun doute que nous pouvons, en améliorant nos relations commerciales bilatérales, nous aider l'un l'autre à créer de nouveaux emplois. Mais il y a aussi des secteurs dans lesquels nous pouvons appuyer les efforts de l'autre pour décrocher des contrats à l'étranger, surtout lorsque nous possédons des ressources et des compétences complémentaires que nous pouvons offrir à des pays de l'Afrique ou du Moyen-Orient, par exemple.

Nous pouvons favoriser les transferts de technologies en multipliant les échanges parmi nos médecins, nos scientifiques, nos techniciens et nos étudiants dans le cadre du programme de coopération technique.

Et en travaillant plus souvent ensemble, nous devrions être capables de mettre en commun nos points de vue et nos méthodes de règlement des problèmes pour créer de nouvelles techniques que nous pourrions commercialiser dans le monde entier.

Les entreprises privées de nos deux pays constituent la pierre angulaire sur laquelle repose l'accroissement du commerce canado-brésilien. Pour cette raison, je puis vous assurer que le gouvernement du Canada est prêt à faire sa part pour jeter les bases d'une plus grande coopération entre les secteurs privés du Brésil et du Canada.

En guise de conclusion, permettez-moi d'ajouter que mon gouvernement est également résolu à lutter plus activement à l'échelle internationale pour maintenir la paix et la stabilité mondiales.

Je suis persuadé que le nouveau gouvernement du Canada et le nouveau gouvernement du Brésil peuvent lutter pour atteindre cet objectif avec la même vigueur et la même détermination que celle dont votre Chambre fait preuve pour améliorer nos relations économiques bilatérales.

Je vous remercie. Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.